

Netanyahu sonne la fin de la « solution à deux États »

par Thierry Meyssan

Les accords d'Oslo, qu'Yitzhak Rabin et Yasser Arafat avaient imposé à leurs peuples, sont morts durant la campagne électorale israélienne. Benjamin Netanyahu a emmené les colons juifs dans une impasse qui sera nécessairement fatale au régime colonial de Tel-Aviv. De même que la Rhodésie ne vécut que 15 ans, les jours de l'État hébreu sont désormais comptés.

RÉSEAU VOLTAIRE INTERNATIONAL | DAMAS (SYRIE) | 23 MARS 2015

ESPAÑOL ITALIANO РУССКИЙ فارسی DEUTSCH عربي PORTUGUÊS



Benjamin Netanyahu est le seul chef de gouvernement au monde à s'être fait photographier en train de féliciter des terroristes d'al-Qaïda. Ce faisant, il a entraîné son pays dans une voie sans issue.

Durant sa campagne électorale, Benjamin Netanyahu a affirmé avec franchise que, lui vivant, jamais les Palestiniens n'auraient d'État à eux. Ce faisant, il a mis fin à un « processus de paix » qui traînait en longueur depuis les accords d'Oslo, il y a plus de 21 ans. Ainsi s'achève le mirage de la « solution à deux États ».

M. Netanyahu s'est présenté comme un fier-à-bras, capable d'assurer la sécurité de la colonie juive en écrasant la population

autochtone.

- ▶ Il a apporté son soutien à al-Qaïda en Syrie.
- ▶ Il a attaqué le Hezbollah à la frontière du Golan, tuant notamment un général des Gardiens de la Révolution et Jihad Moghniyé.
- ▶ Il est allé défier le président Obama en dénonçant au Congrès les accords que son administration négocie avec l'Iran.

Les électeurs ont choisi sa voie, celle de la force.

Pourtant, à y regarder de plus près, tout cela n'est pas glorieux et n'a pas d'avenir.

M. Netanyahu a remplacé la force d'interposition des Nations unies par la branche locale d'al-Qaïda, le Front al-Nosra. Il lui a offert un soutien logistique transfrontalier et s'est fait photographier avec des chefs terroristes dans un hôpital militaire israélien. Cependant, la guerre contre la Syrie est une défaite pour l'Occident et les pays du Golfe. Selon les Nations unies, la République arabe syrienne ne parvient qu'à sécuriser 60 % de son territoire, mais ce chiffre est trompeur puisque le reste du pays est massivement un désert, par définition incontrôlable. Or, toujours selon les Nations unies, les « révolutionnaires » et les populations qui les soutiennent, qu'il s'agisse de jihadistes ou de « modérés » (c'est-à-dire d'ouvertement pro-Israéliens), ne sont que 212 000 sur les 24 millions de Syriens. C'est-à-dire moins d'1 % de la population.

L'attaque contre le Hezbollah a certes tué quelques personnalités, mais il a été immédiatement vengé. Alors que M. Netanyahu affirmait que la Résistance libanaise était embourbée en Syrie et ne pourrait pas répliquer, le Hezbollah avec une froide précision mathématique a tué quelques jours plus tard, à la même heure, le même nombre de soldats israéliens, dans la zone occupée des Fermes de Chebaa. En choisissant les Fermes de Chabaa, la zone la mieux sécurisée par Tsahal, le Hezbollah lançait un message de puissance absolument dissuasif. L'État hébreu a compris qu'il n'était plus le maître du jeu et a encaissé ce rappel à l'ordre sans broncher.

Enfin, le défi lancé au président Obama risque de coûter cher à Israël. Les États-Unis négocient avec l'Iran une paix régionale qui

leur permette de retirer l'essentiel de leurs troupes. L'idée de Washington, c'est de parier sur le président Rohani pour faire d'un État révolutionnaire une simple puissance régionale. Les États-Unis reconnaîtraient la puissance iranienne en Irak, en Syrie et au Liban, mais aussi à Bahrein et au Yémen, en échange de quoi Téhéran cesserait d'exporter sa Révolution en Afrique et en Amérique latine. L'abandon du projet de l'imam Khomeiny serait garanti par une renonciation à son développement militaire, particulièrement mais pas uniquement, en matière nucléaire (encore une fois, il ne s'agit pas de la bombe atomique, mais des moteurs à propulsion nucléaire). L'exaspération du président Obama est telle que la reconnaissance de l'influence iranienne pourrait aller jusqu'à la Palestine.



En 1965, Ian Smith pensa sauver la colonie britannique de Rhodésie en refusant le processus de paix. En réalité, il précipita la chute du projet colonial et, quinze ans plus tard, la Rhodésie devenait le Zimbabwe.

Benjamin Netanyahu endosse les habits de Ian Smith qui, en 1965, refusant de reconnaître les droits civiques des noirs de Rhodésie, rompit avec Londres et proclama son indépendance. Mais Ian Smith ne parvint pas à gouverner son État colonial qui fut dévoré par la résistance de l'Union nationale africaine de Robert Mugabe. Quinze ans plus tard, M. Smith devait renoncer tandis que la Rhodésie devenait le Zimbabwe et que la majorité noire arrivait au pouvoir.

Les gesticulations de M. Netanyahu, comme jadis celles de Ian Smith, visent à masquer l'impasse dans laquelle il a plongé les colons. En gagnant du temps, durant les six dernières années, au

lieu d'appliquer les accords d'Oslo, il n'a fait qu'accroître la frustration de la population indigène. Et en annonçant qu'il a fait patienter l'Autorité palestinienne pour rien, il provoque un cataclysme.

D'ores et déjà, Ramallah a annoncé qu'il cesserait toute coopération sécuritaire avec Tel-Aviv si M. Netanyahu était à nouveau nommé Premier ministre et appliquait son nouveau programme. Si une telle rupture a lieu, la population de Cisjordanie, et bien entendu de Gaza, devrait se heurter à nouveau à Tsahal. Ce serait la Troisième Intifada.

Tsahal craint tellement cette situation que ses principaux officiers supérieurs à la retraite ont constitué une association, Commanders for Israel's Security, qui n'a cessé de mettre en garde contre la politique du Premier ministre. Ce dernier s'est avéré incapable de constituer une autre association pour le défendre. En réalité, c'est toute l'armée qui s'oppose à sa politique. Les militaires ont bien compris qu'Israël pourrait encore étendre son hégémonie, comme au Sud-Soudan et au Kurdistan irakien, mais qu'il ne pourrait plus étendre son territoire. Le rêve d'un État colonial du Nil à l'Euphrate est irréalisable et appartient à un siècle révolu.

En refusant la « solution à deux États », Benjamin Netanyahu croit ouvrir la voie à une solution à la rhodésienne. Or, cet exemple a montré qu'il n'était pas viable. Le Premier ministre peut célébrer sa victoire, elle sera de courte durée.

En réalité, son aveuglement ouvre la voie à deux autres options : soit une solution à l'algérienne, c'est-à-dire l'expulsion de millions de colons juifs dont beaucoup n'ont pas d'autre patrie pour les accueillir, soit une solution à la sud-africaine, c'est-à-dire l'intégration de la majorité palestinienne dans l'État d'Israël selon le principe « un homme, une voix » ; la seule option humainement acceptable.

Thierry Meyssan

Source : « Netanyahu sonne la fin de la « solution à deux États » », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 23 mars 2015, www.voltairenet.org/article187103.html